

« ÊTRES ET CITOYENS SOUVERAINS » : UNE NÉBULEUSE SECTAIRE EN EXPANSION

Droites radicales

Hors la loi

**Théories
du
complot**

Opposants

Danger

VIOLENCE

TERRORISME

« Citoyens souverains », « êtres souverains », « individus souverains », « personne souveraine » « patients et médecins souverains » ... Ces expressions qui circulent dans la complosphère incluent toutes un même adjectif renvoyant à l'autorité suprême de chacun. L'emploi du terme « souverain » est manié dans ce cadre comme une incitation à la négation des libertés collectives au profit exclusif des libertés individuelles. Toute personne qui s'octroie ce titre placerait ses propres lois au-dessus de la législation nationale. Une manière de justifier des actions séparatistes. Nouvelle identité, justice de substitution, monnaie parallèle, déscolarisation des enfants, cessation de paiement d'impôts deviennent dès lors des pratiques communes pour revendiquer une liberté absolue, n'en déplaise à l'État. Ces méthodes sectaires inquiètent les autorités, d'autant plus qu'elles vont jusqu'à mettre en danger la sécurité nationale, l'intégrité territoriale et l'État de droit.

Comment expliquer que cette même rhétorique « antisystème » (bien que teintée de nuances sémantiques) se diffuse des États-Unis jusqu'en France en passant par le Canada ou l'Allemagne ? Qui manipule ce discours dans les différents pays ? Depuis quand ? Quelle idéologie teinte ce vocable ? Et surtout, quels dangers présente le dévoiement du qualificatif « souverain » par des mouvements radicaux ? Quels modes d'action ceux-ci envisagent-ils pour retrouver une liberté prétendument volée par les institutions étatiques ?

UNE NÉBULEUSE INTERNATIONALE

Issue d'une mouvance d'extrême droite dépourvue d'organisation structurée, cette nébuleuse est composée de groupuscules et gourous variés guidés par une même doctrine.

LES ORIGINES

La naissance des « sovereign citizens » (« citoyens souverains ») remonte aux années 1970 aux États-Unis. Niant toute légitimité à l'État fédéral, des individus utilisent alors cette appellation pour marquer leur refus de se soumettre aux lois de leur pays,

jugées illégitimes¹. Pour certains d'entre eux, leur doctrine se fonde sur une théorie du complot selon laquelle le système juridique et politique instauré par les pères fondateurs a été secrètement remplacé par un nouveau système de gouvernement pendant la guerre de Sécession. Pour d'autres, ce coup de force passé sous silence s'est plutôt produit en 1933, date à laquelle F.D. Roosevelt a suspendu la convertibilité du dollar en or². Les États-Unis auraient confisqué l'or des citoyens pour le placer. Les juges américains, avertis de ce pillage, rejetteraient systématiquement les plaintes à ce sujet par loyauté envers ces forces cachées qui contrôlent l'État. Ces théories évoluent d'abord dans des mouvements et milices de suprémacistes blancs comme le Posse Comitatus. Elles atteignent ensuite le Canada dans les années 1990 où des groupes anti-fiscaux émergent.

À cette même époque, les Freeman³ (« hommes libres ») de l'Ouest américain se déclarent « souverains » et par conséquent libres des taxes, lois et règlements jugés oppressifs. Pour eux, la population aurait été manipulée à son insu. Le permis de conduire, la carte d'identité ou d'assurance sociale constitueraient des instruments des gouvernements pour soumettre les individus à l'autorité alors qu'ils n'y sont pas obligés. En rejetant ces

contrats qu'ils jugent arbitraires, chacun pourrait alors regagner sa liberté et déjouer les règles du système. L'anti-Defamation League américaine, qui étudie les mouvements extrémistes, les considère comme des « anarchistes de droite » ou des « libertariens » qui croient réellement que leur astuce fonctionne⁴. L'un des citoyens souverains les plus connus, Terry Nichols, était complice de l'attentat terroriste d'Oklahoma City⁵.

Les Freeman on the land, rassemble également des « citoyens souverains » estimant que leurs droits se placent au-dessus des lois et des juges. Leur discours initialement antifédéral et anti-impôts a laissé la place à des appels à la résistance armée contre les agents de l'État.

Un autre groupe, Rise of the Moors⁶, partage des croyances avec les « citoyens souverains » et a formé des organisations dans les villes de la côte Est du pays. Pour Mark Pitcavage, chercheur à l'Anti-Defamation League, le groupe aurait puisé ses croyances dans une secte religieuse du début du XX^e siècle, le Temple américain des sciences maures.

1 - Conspiracy Watch, *Sovereign citizens*, 28.04.2021

2 - Ibid

3 - Patrick Sabatier, *Les freemen se rendent au FBI : Les derniers miliciens d'extrême droite ont quitté leur ferme du Montana*, Libération, 15.06.1996

4 - *Des radicaux opposés à l'État ciblent des juges et des policiers du Québec*, La Presse, 10.01.2013

5 - Olivier Conroy, *They hate the US government, and they're multiplying: the terrifying rise of 'sovereign citizens'*, The Guardian, 15.05.2017

6 - Hind El Grari, *A Boston le mouvement américain Moorish rappelé à l'ordre par la justice*, Le Desk, 14.02.2022

DIFFUSION ET RELAIS

Au-delà des États-Unis, divers groupes reprennent ces théories du complot en les adaptant à leur contexte national ou local. Au Canada, les « freemen on the land » du Québec croient également pouvoir échapper aux lois de l'État. Ils adhèrent aux théories complotistes relatives au certificat de naissance et y substituent des tas de formulaires pseudo juridiques⁷. En revanche, leur discours s'est ajusté à un public plus altermondialiste avec des nuances New Age. Leur idéologie s'est répandue à des pays anglophones comme le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Quant à l'ex-médecin canadienne Guylaine Lanctôt, figure de proue historique de l'antivaccination, elle utilise depuis les années 1990 les expressions « patients souverains », « médecins souverains » ou « personne souveraine » (*La Mafia Médicale*, 1994). Dans son essai complotiste, elle invite ses lecteurs et adeptes à reprendre le contrôle de leur santé et à ne plus suivre les préconisations de la « mafia médicale » et de ses « COLlaborateurs » accusés de « CONspiration, CORruption, COMplicité, CONsentement ». Son mot d'ordre : ne plus accepter aucun traitement, vaccination ou chimiothérapie. Par ailleurs, la gourelle ne paie plus ses impôts et ne reconnaît pas l'État dans lequel elle vit. Sa rhétorique rejoint ainsi à de multiples égards celles des groupes cités précédemment. Pour

justifier de déroger à toute loi, elle a créé son concept de « personacratia » qu'elle décrit ainsi sur son site internet : « conscience individuelle sans hiérarchie, sans structure, sans appartenance, où chaque personne crée son propre rôle et le joue elle-même en utilisant ses talents. »

De l'autre côté de l'Atlantique, le Reichsbürger (« citoyens du Reich »), créé dans les années 1980, ne reconnaît pas l'existence de la République Fédérale d'Allemagne (RFA) à l'époque et a toujours refusé d'obéir aux institutions et à la police⁸. Ils refusent de payer impôts, amendes ou cotisations sociales et créent parfois leurs propres papiers d'identité ou plaques d'immatriculation. En 2016, un de leurs membres a tué un policier venu l'interpeller et saisir ses armes. Regroupant 21 000 membres en Allemagne dont des néonazis, des nostalgiques du Kaiser et des négationnistes, ce groupe n'a cessé d'inquiéter les autorités au point que son interdiction fut ordonnée par l'État fédéral en 2020⁹. Malgré cette décision, les services secrets allemands ont déjoué une tentative de putsch que ce réseau préparait en décembre 2022. Vingt-cinq personnes soupçonnées d'organiser des attentats, dont un au Bundestag, ont été arrêtées.

Dans l'hexagone, plusieurs personnalités rejoignent ou réadaptent le discours de « citoyens souverains ». D'après Rudy Reichstadt, fondateur

7 - Vincent Larin, 'Citoyens souverains' : une mouvance qui cause des maux de tête, Le journal de Montréal, 20.11.2018

8 - Kossivi Tiassou, *Le groupuscule de "citoyens du Reich" interdit en Allemagne*, Deutsche Welle, 19/03/2020

9 - Ibid

de Conspiracy Watch, le naturopathe complotiste Eric Fiorile s'en rapproche beaucoup¹⁰. Ce dernier a fondé en 2014 un Conseil national de Transition (CNT) car il ne reconnaît plus la légitimité de la République française. L'activiste anti-gouvernement, soupçonné de proximité avec le groupuscule des « Barjols » qui projetait d'assassiner Emmanuel Macron a déjà été interpellé pour « détention d'arme de catégorie B ». Cependant, R.Reichstadt, distingue les « citoyens souverains » comme E.Fiorile qui contestent toute légitimité au gouvernement en place et cherchent à le remplacer par un coup de force, des êtres souverains qui refusent toute citoyenneté et refusent la violence. Ceux-là, sur le modèle d'Alice Pazalmar, fondatrice du groupe One Nation, ne se sentent aucune obligation envers l'État et son administration sans appeler toutefois à prendre les armes¹¹. Celle qui a voulu, sans succès, organiser son « écolieu » Onelab dans le Lot reprend la thèse conspirationniste « la fraude du nom légal »¹². A ce titre, elle a brûlé son passeport et publié une déclaration de « sécession » adressée à E.Macron¹³. Son mouvement ferait des émules en Belgique.

Des théories complotistes simi-

lares circulent sur les sites internet comme Pro Fide Catholica, Lumière sur Gaïa, Solaris, Johann Fakra, Emelie de Sartiges, Hayssam Hoballah. La liste covidosceptique présentée aux élections régionales 2021, « France Démocratie Directe » indique aussi sur son site de « poser progressivement les bases d'une démocratie directe avec (...) la fin de la fraude du nom légal »¹⁴.

Autrement dit, les citoyens ou êtres souverains croient et reprennent à leur compte des théories conspirationnistes les exemptant de toute loi. Cette mouvance devenue internationale, sans idéologie claire ni pouvoir centralisé, trouve ses origines dans l'extrême droite complotiste américaine. La crise agricole des années 1980 aux États-Unis, celle des subprimes en 2008 et la pandémie du Covid-19 ont donné de nouvelles impulsions aux groupes de « souverains ». À ces occasions, la méfiance envers les institutions politiques, financières et de santé s'est renforcée et a multiplié les synergies entre complotistes et antivax. Ainsi, des nouveaux gourous-influenceurs apparaissent (Louis Fouché), se recyclent (Thierry Bécourt) ou se réinventent (G.Lancôt). Parfois prêts à former des communautés avec des adeptes de leur idéologie, ces experts de la désinformation incitent leur entourage à redevenir « souverain » de sa santé et parfois à contester l'État de droit. Certains se réapproprient aussi des thèses conspirationnistes du groupe américain QAnon. En somme, ces mouvements souvent proches de

10 - Miviludes, *Rapport d'activité 2021, 2022*, p.181

11 - *Le mouvement complotiste One Nation ambitionne de s'installer à Digne-les-bains*, Franceinfo.fr, 16.11.2021

12 - Théorie du complot selon laquelle l'État volerait secrètement à chacun de ses administrés son « nom légal » (ou « personnalité juridique ») avec la complicité des fonctionnaires, magistrats, journalistes... dans le but d'asservir les citoyens.

13 - Conspiracy Watch, *Alice Pazalmar*, 20.12.2021 : <https://www.conspiracywatch.info/notice/alice-pazalmar>

14 - *Op cit.*, Miviludes, *Rapport d'activité 2021*, p.181

l'extrême droite complotiste s'apparentent à des anarchistes de droite ou des libertariens mais, souligne Rudy Reichstadt, ils ne reprennent justement pas ces dénominations connues plutôt à gauche politiquement¹⁵.

D'ailleurs, l'association française « citoyens souverains » soutenant un « Frexit de gauche » est volontairement exclue de cette analyse car ce groupe partisan semble ne pas s'apparenter au sujet d'étude en dépit de son nom.

UN JARGON PSEUDO-JURIDIQUE

Considérant que les États nous ont créé une personnalité juridique (« l'être juridique ») distincte de notre véritable identité naturelle (« l'être humain »), les « citoyens souverains » veulent sortir du système juridique par une voie prétendument légale¹⁶. Ils pensent rompre le pacte social avec des documents, des « déclarations de souveraineté » qu'ils ont rédigées eux-mêmes et qui leur permettraient de s'émanciper de la loi. On retrouve ainsi toute une série de pratiques communes aux différents groupes internationaux. À l'origine, leurs papiers étaient écrits à l'encre rouge. Aujourd'hui, on trouve sur les sites internet des documents à imprimer et compléter, à l'instar de ceux disponibles sur le site du Sénat souverain de Savoie (par Thierry Bécourt) : « opposition à un huissier », « carte d'iden-

tité et permis de conduire », « ordre de désobéissance »¹⁷ ...

Les délits principaux qui découlent de cette idéologie anti-gouvernementale et que l'on retrouve souvent dans ces groupes sont la fraude fiscale, les faux et usages de faux, les violations du code de la route et les menaces envers des représentants de l'État.

Dans les groupes de citoyens souverains, certains se qualifient de juges ou s'octroient des fonctions juridiques honorifiques sans acquis particulier en la matière. Ainsi, ils émettent parfois des faux mandats d'arrêt contre des responsables américains et ce, grâce à leurs pseudo tribunaux¹⁸.

Ces tentatives de dévoiement du droit sont souvent l'œuvre de gourous qui fondent leur doctrine sur des interprétations ésotériques de documents historiques et juridiques¹⁹. Susceptibles de s'intéresser à toute technique de détournement fiscal pour ne plus payer d'impôt, les personnes vulnérables qui ont perdu leur emploi ou qui risquent de perdre leur maison deviennent alors des proies idéales. Cette incitation à rompre avec l'administration étatique risque de les plonger dans des situations graves et de les précariser davantage encore. Les individus qui rejoignent ces mouvements prennent des risques juridiques

17 - Site du Sénat souverain de Savoie, <https://senat-savoie-gouv.net/documents-juridiques/>

18 - Sovereign citizens, Splcenter, 2021 : <https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/ideology/sovereign-citizens-movement>

19 - Bruno Cournoyer Paquin, *Les 'citoyens souverains', la magie, le complotiste et le Covid-19*, La Voix du Nord, le 15.07.2021

15 - *Ibid.* p.181

16 - Conspiracy Watch, *Fraude du nom légal*, 15.07.2021, : <https://www.conspiracywatch.info/notice/fraude-du-nom-legal>

et financiers. C'est le cas de la gourelle new age Alice Pazalmar, condamnée à six mois de prison ferme en 2022 pour plusieurs infractions routières, ou du « freeman » québécois J-M Paquin, jugé coupable après s'être approprié une Porsche Cayenne sans l'avoir payée et condamné à payer 27 000 dollars de dommages punitifs²⁰. Selon Tristan Mendès-France, de l'Observatoire du conspirationnisme, Alice Pazalmar relaie « un discours sectaire, dangereux, qui a tendance à vous couper de vos relations sociales, de la société, qui peut amener des individus à extraire leurs enfants des écoles, et qui agrège à lui tout un fatras de discours complotistes assez inquiétants »²¹. La journaliste Sophie Broyet qui a infiltré un des stages proposés par One Nation exprime également son inquiétude : selon elle, certains adeptes seraient prêts à tout pour suivre Alice Pazalmar dans ses projets radicaux.

DES MÉTHODES QUI MENACENT AUTANT LES INDIVIDUS QUE LA SOCIÉTÉ

Outre les dommages et l'emprise mentale que peuvent subir les adeptes de ces théories du complot et dont certains escrocs tirent profit, d'autres dangers sont à considérer. Le rejet absolu de l'État et des institutions dans

plusieurs mouvements de citoyens souverains légitime, selon eux, des passages à l'acte violents. Au-delà de ce que les autorités américaines appellent le « terrorisme de papier »²², les enlèvements d'enfants, assassinats voire attentats constituent d'autres modes d'action des « souverains ».

C'est ainsi qu'aux États-Unis une mère de famille américaine, Neely Petrie-Blanchard, membre du groupe complotiste QAnon, a demandé à un autre adepte Christopher Hallett de l'aider pour récupérer la garde de ses filles²³. L'homme qui se qualifiait « d'expert en droit amateur » sans aucune formation juridique lui avait recommandé les tactiques mises au point par les citoyens souverains. Finalement persuadée que lui aussi agissait pour lui retirer la garde de ses enfants, elle l'a tué. D'autres femmes comme Cynthia Abcu ont également recouru aux services de Hallett et de son partenaire commercial Kirk Pendergrass pour kidnapper des enfants. Cette mère avait planifié un « raid » avec des partisans de QAnon pour reprendre son fils à la famille d'accueil qui s'en occupait et qu'elle accusait de pédophilie.

Ces affaires trouvent une résonance particulière en France avec l'affaire Mia, la fillette de 8 ans enlevée à l'initiative de sa propre mère par un commando de cinq hommes en 2021. En effet, Lola Montemaggi s'était radi-

20 - *Lourde sanction imposée à un citoyen souverain*, La Presse, 30.10.2014

21 - Tristan Mendès France dans *L'affaire Mia : ces citoyens qui font sécession*, La Fabrique du mensonge, France TV, 26.06.2022

22 - *Sovereign citizens*, Splcenter, 2021 : <https://www.splcenter.org/fighting-hate/extremist-files/ideology/sovereign-citizens-movement>

23 - *Tous les deux membres de QAnon, elle finit par le tuer, persuadée qu'il conspire contre elle*, Paris Match, 19.11.2020

calisée dans les sphères complotistes, avait déscolarisé son enfant, relayé les vidéos d'Alice Pazalmar sur les citoyens souverains avant que l'État lui retire une deuxième fois la garde de sa fille pour la placer entre les mains de sa grand-mère. Au même moment, elle est contactée par un éminent complotiste, Rémy Daillet, fervent relais des théories de QAnon, qui appelle à renverser le gouvernement d'E. Macron pour créer sa propre nation. Il lui propose d'organiser le rapt de Mia, qu'il baptise « l'opération Lima ». En filigrane de ce kidnapping, le scandale a mis en lumière la diffusion des thèses QAnon dans l'hexagone et l'existence d'organisations souhaitant renverser le gouvernement sur le modèle de la prise du Capitole du 6 janvier 2021. Rémy Daillet coordonnait depuis la Malaisie, sur YouTube, « l'opération Azur », un « coup d'État populaire » soutenu par 300 de ses partisans dont des gendarmes et militaires. Pour la chercheuse américaine en criminologie Christine Sarteschi, « Les citoyens souverains sont souvent les mêmes que QAnon car ils sont exposés aux mêmes contenus sur les réseaux, et le mouvement grandit avec internet »²⁴. Leurs rhétoriques s'entremêlent, convergent alors même qu'initialement elles pouvaient être contradictoires. Rappelons que pour les citoyens souverains, les États sont illégitimes alors que dans le groupe QAnon, une administration américaine dirigée par Donald Trump est espérée.

La toile a permis la fusion d'idéologies conspirationnistes et sécessionnistes parfois discordantes au profit de véritables gourous 2.0 considérés par les autorités comme de graves désinformateurs voire de véritables menaces pour nos sociétés. Le FBI considère les actions des citoyens souverains comme du « terrorisme domestique ». En France, cette menace s'est renforcée et a été prise plus au sérieux par les autorités pendant et après la pandémie du Covid-19.

Finalement, les méthodes et pratiques des « citoyens » ou « être souverains » rappellent bien celles de gourous sectaires. En effet, leurs adeptes qui se disent « éveillés » sont invités à se radicaliser dans des croyances extrêmes -en l'occurrence, des théories du complot- au point de changer d'identité, adopter un nouveau langage, entrer dans une communauté (territorialisation virtuelle), prendre des risques financiers, rompre avec la loi et les institutions, créer un État dans l'État.

24 - Christine Sarteschi dans *L'affaire Mia : ces citoyens qui font sécession, La Fabrique du mensonge*, France TV, 26.06.2022